

Le programme nucléaire israélien avril 2007

La doctrine stratégique israélienne. Le discours officiel est très marqué idéologiquement. Le peuple juif et son histoire ont amené la création de l'Etat le 14 mai 1948. Dès lors, Israël a dû faire face à l'hostilité de ses voisins arabes et à une remise en cause perpétuelle de ses frontières. Afin de pérenniser sa propre sécurité, Israël a élaboré sa logique militaire à partir de différentes contraintes. Une des premières semble être son territoire: son espace est en effet particulièrement réduit et, surtout, enclavé dans un Moyen-Orient arabe. De plus, la population israélienne est, depuis toujours, nettement inférieure en terme de nombre à ses voisins. C'est à partir de ces constats qu'une stratégie sécuritaire va être développée et ce, dès la création de l'Etat. Celle-ci consiste à contrebalancer ces différentes contraintes par une supériorité technologique au niveau militaire. Dans cette logique, en cas de menace extérieure, les frappes préventives sont privilégiées. Si il y a escalade, le pays se doit d'agir rapidement et de façon décisive. Cela s'applique aussi au programme nucléaire bien qu'officiellement l'Etat hébreu ne dispose pas d'un programme stratégique militaire. Les officiels se retranchent derrière une phrase symbole «Israël ne sera pas le premier à introduire l'arme nucléaire au Moyen-Orient».

Genèse du programme. Dès 1949, des chercheurs israéliens furent invités à visiter les installations de recherche nucléaire française à Saclay. Mais le réel départ de la «bombe israélienne» fait suite à la crise de Suez en 1956. L'Egypte soutenue par l'URSS, devenait de plus en plus puissante sur le plan militaire et le premier ministre israélien de l'époque, David Ben Gourion, décida, pour faire face à son voisin, le développement d'armes non-conventionnelles de type chimique et nucléaire. Ils firent appel à la France, de façon secrète, pour la construction d'un réacteur nucléaire dans le désert du Neguev, à Dimona. L'accord entre les deux pays fût signé en octobre 1957. Le réacteur nucléaire d'une puissance estimée actuellement entre 125 et 150 megawatt n'a jamais été relié à des turbines afin de produire de l'électricité. Depuis sa création, sa taille n'a fait qu'augmenter, et ce, dans un seul but, accroître l'enrichissement du plutonium. Il faut attendre 1960 pour que Ben Gourion révèle ce «vrai-faux» programme civil. Israël acceptera entre 1962 et 1969 que des inspections soient effectuées à Dimona par des ingénieurs américains. Celles-ci ne révéleront pas la présence d'un programme militaire car soigneusement dissimulé sous de fausses installations civiles. On suppose que dès 1966, Dimona fût capable de produire des têtes nucléaires. Pendant la guerre des 6 jours, deux missiles nucléaires auraient été déployés contre l'Egypte. Dès lors, débute l'époque du nucléaire dirigé contre les pays arabes sous couvert de la dissuasion. La fin des années 60 est synonyme de l'émancipation face à ses précédents alliés. Israël veut pouvoir poursuivre son programme de façon indépendante. Il se doit d'aller chercher lui-même les composants (uranium...) et non plus dépendre des livraisons de ses alliés secrets, France en tête. C'est à ce moment que démarre la collaboration avec l'Afrique du Sud qui dispose d'importantes ressources en uranium. En échange, Israël s'engage à l'aider dans son programme nucléaire militaire. Les israéliens participent ainsi eux-même à la prolifération nucléaire mondiale. En 1986, Mordechai Vanunu, ancien ingénieur de la centrale de Dimona diffusa par l'intermédiaire de la presse internationale des photos des installations nucléaires israéliennes et révélera ainsi au grand jour l'étendue du programme. Considéré comme un traître par l'Etat et une majeure partie de l'opinion israélienne, il sera condamné à 18 ans de prison dont 11 passés dans un isolement total.

Opacité du programme. Israël s'est toujours refusé à signer le TNP. Cette situation permet à l'Etat hébreu de garder une entière liberté sur son programme. Il n'est donc pas soumis à des contrôles de l'AIEA. Israël peut ainsi en toute impunité maintenir secret son programme nucléaire. Stratégiquement, agir de la sorte permet de préserver une incertitude face à l'ennemi sur l'étendue de l'arsenal nucléaire israélien. Ceci en fait *de facto* une précieuse arme de dissuasion. Par ailleurs, dans cette situation, les Etats-Unis peuvent soutenir Israël sans abandonner leur politique de soutien à la non-prolifération. Cet «accord» date de 1969. Il en résulte aujourd'hui un monopole nucléaire israélien au Moyen-Orient. Toute la stratégie de l'Etat est établie autour de ce «secret». Malgré ces zones d'ombres, on suppose qu'Israël est la sixième puissance nucléaire mondiale. On estime aujourd'hui à environ 400 le nombre de têtes nucléaires fabriquées. Israël dispose d'un large éventail de puissance

allant des armes tactiques de faible puissance (dont des bombes à neutrons) aux armes thermonucléaires. Différents vecteurs sont à disposition. On trouve des missiles balistiques *Jericho I* et *II* ayant aux portées respectives de 1000 et 2000 km pour 500 à 1000 kg de charge embarquée. Le *Jericho III* est encore en phase de développement et aurait une portée poussée à environ 5000 km. Ce dernier est basé sur la technologie du lanceur spatial *Shavit*. Par ailleurs, l'armée dispose d'avions F15 et F16 dotés d'un rayon d'action d'environ 4000 km. S'y ajoutent depuis 1999, trois sous-marins *Dolphin* de fabrication allemande pouvant être équipés de missiles balistiques.

The Samson Option. Ce terme a été employé par Symon Hersh, journaliste américain, dans son livre intitulé *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy* paru en 1992. La *Samson Option* désigne l'option nucléaire israélienne en cas de derniers recours. Ceci correspond à un plan pré-établi d'attaques avec de l'armement nucléaire au cas où la menace sur l'Etat hébreux serait telle que son avenir serait en jeu. Quatre situations précises peuvent amener à l'utilisation de l'arme nucléaire: une incursion réussie de la part d'un pays arabe dans les zones les plus peuplées du territoire, la destruction totale de l'armée de l'air, des attaques aériennes massives avec l'utilisation d'armes chimiques ou encore biologiques et pour finir une attaque nucléaire visant Israël. Cette stratégie a été établie dès l'obtention de l'arme nucléaire dans la deuxième moitié des années 60. Le contexte de l'époque était propice à ce genre de stratégies étant donné l'hostilité des voisins arabes, Egypte en tête.

Un axe Etats-Unis-Israël-Inde. Dès les années 70, l'Inde et Israël débute des contacts à propos d'une collaboration sur un programme nucléaire indien. Israël va aider secrètement le pays jusqu'à ce que l'Inde entre officiellement dans le club nucléaire en 1998. C'est une année charnière car elle entérine la nucléarisation de l'Asie du Sud, puisqu'après l'Inde c'est le Pakistan qui s'en dote (et procède lui aussi à un essai). Aider l'Inde permet de contrebalancer le Pakistan qui, pour Israël, représente une menace à sa politique au Proche et Moyen Orient. L'Inde devient pour Israël un allié contre l'islamisme radical mais aussi et surtout un nouveau marché pour son industrie militaire. Pour les Etats-Unis, soutenir l'Inde revient d'une part à soutenir Israël dans sa logique et surtout permet pour les américains de contrebalancer par l'intermédiaire d'un tiers, le Chine et l'islam intégriste.

Les ramifications récentes sous fond de crise iranienne. La crise internationale concernant le programme nucléaire iranien a eu des conséquences sur la position israélienne à propos de son «secret connu de tous». La fin de l'année 2006 a été riche en rebondissements diplomatiques. Le 6 décembre, Robert Gates, lors d'une audition devant le Sénat, a eu des mots particulièrement révélateurs «L'Iran est entouré de pays dotés de l'arme nucléaire : le Pakistan à l'Ouest et Israël à l'Est». Une semaine après des propos d'Ehud Olmert, actuel premier ministre israélien, tenus sur une chaîne allemande lèveront encore un peu plus l'ambiguïté : « [à propos du nucléaire militaire iranien] Pourriez-vous me dire que c'est la même chose que pour l'Amérique, la France, Israël et la Russie » Vrai-faux lapsus? Pour la première fois un officiel israélien sous-entendait de façon claire que l'Etat hébreux était doté de l'arme nucléaire et ce, malgré le démenti qui paraîtra le lendemain «Israël ne sera pas le premier pays à introduire l'arme nucléaire au Proche-Orient. C'était, c'est et cela restera notre position». Le premier ministre a été vivement critiqué par l'ensemble de la classe politique de son pays sur un sujet, qui reste encore tabou. Malgré cela, il ne faut pas oublier que la crise nucléaire iranienne préoccupe grandement Israël. Le président iranien Ahmadinejad multiplie les attaques contre l'Etat hébreux en menaçant de «le rayer de la carte» ce qui attise les tensions dans une région déjà très lourdement agitée par le conflit irakien. L'opinion israélienne est très soucieuse des activités nucléaires iraniennes. Un sondage effectué en mars 2007 et publié dans le quotidien israélien *Maariv* faisait état que plus des deux tiers de la population israélienne est persuadée que l'Iran n'hésitera pas à frapper leur pays avec l'arme nucléaire. La population du pays est sujette à de réelles peurs à propos de ce dossier. Il est certain que l'attitude, ouvertement hostile, des officiels iraniens amplifie la psychose au sein de l'opinion israélienne et va ainsi dans le sens d'un renforcement de la militarisation de l'Etat hébreux. Bien que les Etats-Unis soient sur une ligne de fermeté vis à vis de l'Iran, Israël apparaît encore plus dur et se prépare à toute éventualité concernant une attaque militaire et n'exclut aucune option face au régime de Téhéran.

Les relations entre l'Iran et le Liban, une perspective historique septembre 2006

Depuis le déclenchement de l'offensive israélienne, le 12 juillet 2006, le règlement du conflit au Liban, et plus largement la stabilité du Moyen-Orient, sont au coeur des débats de la communauté internationale. Un des éléments essentiels du conflit est représenté par l'implication de l'Iran, les relations entre la République islamique et le Liban passant essentiellement par le "parti de Dieu", dont elle est un des principaux bailleurs de fonds à côté de la Syrie.

I. La volonté iranienne d'être une puissance régionale

Situé à la frontière des mondes arabe, indien et turc, l'Iran est un pays géographiquement isolé du reste du Moyen-Orient. Dès le début des années 1970, l'ayatollah Ruhollah Khomeiny décide de faire de l'Iran une vraie puissance régionale, en étendant notamment son influence au Liban, pays fragile considéré comme un pont entre le Moyen-Orient et l'Occident. Il s'appuie alors sur Moussa Sadr, religieux formé en Iran, installé au Liban depuis une dizaine d'années et chef du Conseil suprême chiite au Liban. L'objectif est de créer un élan révolutionnaire au Liban en s'appuyant sur les milieux chiites. Sadr commence alors à former des militants chiites à la doctrine et à la guérilla grâce au soutien logistique de Yasser Arafat. En 1973, il fonde le *Mouvement des déshérités* qu'il complète par un bras armé Amal en 1975. Cependant, c'est avec la Révolution islamique de 1979, que l'influence de l'Iran au Liban prend de l'ampleur. Après avoir renversé le chah d'Iran Mohammad Reza Pahlavi, Khomeiny, alors chef du gouvernement, décide d'exporter la Révolution islamique à partir du pays du Cèdre, où il estime que les conditions qui lui sont favorables. La guerre Iran-Irak de 1980, permet à l'Iran, par l'intermédiaire d'une alliance stratégique avec la Syrie, d'affirmer sa position au Liban. Ce n'est pas une alliance idéologique, mais de circonstance, puisque la Syrie est sunnite et l'Iran chiite. La Syrie considère, en 1980, que la présence de l'Iran peut servir de contrepoids aux mouvements intégristes qui se développent au Liban. De plus la Syrie veut expulser Israël et les pays occidentaux du pays du Cèdre. Enfin, l'Irak, ennemi traditionnel de la Syrie, s'oppose à sa présence sur le territoire libanais. En 1982, au moment de l'offensive israélienne au Liban, Khomeiny, pour montrer son soutien, ouvre un deuxième front contre Israël. Téhéran envoie aussi pour la première fois des troupes dans la région de Baalbek. Ces "Gardes de la Révolution", les *pasdaran*, fondent le Hezbollah, auquel adhèrent des militants chiites libanais. Les liens de ce mouvement avec la République islamique sont étroits et son chef, Hassan Nasrallah, fut formé à Qom, centre théologique et politique du chiisme iranien. Mais les actions du "parti de Dieu" dépendent aussi de la Syrie, qui contrôle une grande partie du pays. De plus, l'aide iranienne en argent et en armes doit transiter par la Syrie pour arriver jusqu'au Liban. Le Hezbollah acquiert par la suite un certain prestige et un réel soutien de la population, notamment grâce à son rôle joué dans le retrait israélien du Liban en mai 2000 et dans la reconnaissance de la "libanité" des fermes de Cheeba. Grâce à l'aide financière iranienne, qui s'élève à environ 100 millions de dollars par an selon les spécialistes, le Hezbollah mène aussi des actions caritatives, comme la fondation d'hôpitaux, de mosquées, d'écoles, ou encore la construction de réseaux de distribution d'eau et d'électricité. C'est ainsi que le parti de Dieu a réussi à faire du Sud-Liban et du sud de Beyrouth de réelles places fortes.

II. Le Hezbollah dans le jeu politique libanais

Mais le Hezbollah n'est pas seulement la milice qui, aujourd'hui, est devenue experte dans les prises d'otages. En 1985, le Hezbollah devient un parti politique sous le nom de *Majlis Choura*. Un an plus tard, 63 personnalités libanaises décident de doter la future "République islamique du Liban" d'une constitution. Puis en 1992, le Hezbollah obtient l'élection de 8 de ses députés au Parlement. L'exportation de la Révolution islamique fut cependant un échec. Damas n'y a jamais été favorable, et la Syrie a toujours gardé le contrôle des événements allant même jusqu'à éliminer quasiment le Hezbollah par Amal pro-syrien en 1988. Malgré cela, dans la vie politique libanaise actuelle, le Hezbollah est un parti sur lequel le pouvoir doit compter. Tout d'abord, le gouvernement de Fouad Siniora, actuel Premier ministre libanais, compte cinq membres sur vingt quatre proches du Hezbollah

et de Amal, ce dernier mouvement, affaiblit, s'étant récemment rapproché du "parti de Dieu". Cela permet au Hezbollah de disposer d'une protection supplémentaire, en plus de celle du président Emile Lahoud dont le mandat à été renouvelé par la Syrie en 2004. Le nouveau Parlement compte 14 députés appartenant au Hezbollah, et seulement 15 députés membres de la formation du chef du Parlement, Walid Joumblatt, chef politique de la communauté druze du Liban. De plus, le Hezbollah bénéficie depuis 2005 du soutien du Courant Patriotique Libre (CPL), parti politique du général Michel Aoun soutenu par une grande partie des chrétiens. Ce rapprochement s'est concrétisé par le refus de la destitution, en 2005, du Président libanais, contesté par la majorité parlementaire, et par la signature, le 6 février 2006, d'un document d'entente mutuelle. Le Premier ministre Siniora a aussi accepté de désigner le Hezbollah par le terme de "Résistance nationale", ce qui a provisoirement sorti ce dernier du champ d'application de la résolution 1559 sur le désarmement de toutes les milices du Liban. Enfin, Walid Joumblatt, président du Parti socialiste progressiste du Liban et du Mouvement national libanais, n'a que peu d'argent et pas suffisamment de soutien politique (coalition entre sunnites, druzes et chrétiens fragile malgré une majorité parlementaire) et populaire (manifestation pro-syrienne du Hezbollah et du Amal en mars 2005 dans les rues du Liban qui a rassemblé des centaines de milliers de manifestants). De plus, l'armée a été infiltrée par des agents syriens pendant les 29 ans d'occupation, ce qui rend problématique un éventuel désarmement du Hezbollah.

III. Dépendance du Hezbollah vis-à-vis de l'Iran

En 2006, le conseil de direction du Hezbollah compte, selon Denis Bauchard, spécialiste du Moyen-Orient, deux iraniens de l'ambassade d'Iran à Beyrouth. Ce qui ne signifie pas que le Hezbollah n'a pas ses propres objectifs. Cheikh Naïm Kassem, secrétaire général adjoint "du parti de Dieu", affirme dans un ouvrage, que le Hezbollah reconnaît l'autorité du Guide suprême de la Révolution islamique, actuellement Khamenei, pour les questions stratégiques et doctrinales. Cependant, "le suivi des détails, la gestion des problèmes ainsi que l'action quotidienne sur les plans politique, social et culturel, de même que les détails de la lutte contre l'occupation israélienne relèvent de la responsabilité du commandement du parti élu par la base". La présence syrienne au Liban a été considérablement affaiblie par le retrait des derniers soldats syriens du sol libanais en avril 2005, ce qui renforce encore l'influence iranienne. Un désarmement du Hezbollah par la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) ferait figure de déclaration de guerre pour l'Iran. Cette action représenterait un coup dur à l'équilibre fragile des relations entre le monde occidental et l'Iran, notamment dans le contexte des négociations dans le dossier nucléaire iranien. Or l'Iran, qui se veut être une véritable puissance régionale, n'a aucun intérêt à ce que le Liban se stabilise, car il en résulterait pour elle une notable perte d'influence dans cette région.

Les enjeux stratégiques régionaux de la crise libanaise

Etat tampon dès sa création, la survie de l'Etat libanais semble être de nouveau menacée. Celui-ci semblait pourtant avoir trouvé un chemin vers la démocratie après vingt-cinq ans d'occupation syrienne. Depuis la fin de la guerre du Liban, le Hezbollah, groupe extrémiste chiite, parti politique et milice anti-sioniste, soutenu par l'Iran grâce à la complicité de la Syrie, apparaissait comme un facteur évident de déstabilisation du pays. Cette hypothèse semble validée au regard de la guerre qui y a sévit durant 34 jours.

Rompre l'escalade.

En riposte à l'enlèvement de deux soldats israéliens par le Hezbollah en juillet dernier, Israël bombarde l'aéroport de Beyrouth, la route Beyrouth-Damas ainsi que des bases du Hezbollah et de l'armée libanaise. Dans le Sud et le Centre du pays, ces attaques visent des lieux stratégiques du Hezbollah mais une quarantaine de civils sont tués. Le blocus du pays est complet. Hassan Nasrallah proclame alors « la guerre ouverte contre Israël ». De son côté, le Hezbollah lance des roquettes jusqu'à Tibériade, située à 35 km de la frontière israélo-libanaise. Le 16 juillet, le Hezbollah tire plusieurs roquettes sur Haïfa, tuant huit civils. Tsahal bombarde la nuit durant les quartiers sud de Beyrouth et appelle la population libanaise à quitter le Sud du pays. Lors des raids, plus de trente civils sont tués dont dix enfants. Le 19 juillet, journée la plus sanglante, 63 civils libanais sont tués. Le 25 juillet, quatre observateurs de la FINUL sont tués lors d'un raid israélien. A l'issue de la Conférence Internationale de Rome (26 juillet), la quinzaine de pays représentés n'appelle pas à un cessez-le-feu immédiat mais se dit déterminée à « travailler immédiatement pour y parvenir de toute urgence » et demande à Israël de « la retenue ». Dès le lendemain, Israël décide d'intensifier ses bombardements. En riposte, le Hezbollah passe à « une nouvelle phase de la guerre contre Israël » en frappant « au-delà de Haïfa ». Le 4 août, Israël et le Hezbollah intensifient leurs attaques. Les Ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe apportent leur soutien au plan de règlement du conflit proposé par Beyrouth. Tandis qu'Israël accueille avec prudence cette proposition, Tsahal poursuit ses opérations militaires. Le 12 août, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité de ses quinze membres la résolution 1701 appelant à la cessation des combats et autorisant le déploiement d'une force de maintien de la paix de 15000 hommes. La France et les Etats-Unis sont co-parrains de ce texte. La Ligue arabe, néanmoins, n'a pas rendu hommage à la résistance du Hezbollah.

Une trêve fragile

Dans une intervention télévisée du 12 août, H. Nasrallah se dit prêt à respecter la résolution 1701. Les gouvernements israéliens et libanais l'approuvent tour à tour. Depuis son déclenchement le 12 juillet, ce conflit a fait 1110 morts côté libanais, en majorité des civils. Israël affirme avoir tué 530 combattants du Hezbollah. Côté israélien, 157 personnes ont été tuées dont 40 civils. Des dizaines de milliers de libanais sont de retour dans le Sud, dévasté après plus d'un mois de bombardements. Malgré la fin des bombardements, la crise humanitaire s'aggrave. H. Nasrallah considère que l'issue de la guerre est irrévocablement « une victoire stratégique et historique pour tout le Liban et la *Oumma* ». Dès le 14 août, celui-ci s'est engagé à commencer à faire restaurer les logements endommagés par les tirs israéliens et à faire reconstruire tous ceux qui ont été entièrement détruits. Initialement, la France, pressentie pour constituer une FINUL renforcée, avait annoncé à la mi-août qu'elle n'enverrait que 200 militaires du génie supplémentaires. Finalement, celle-ci décida de déployer 2000 soldats. Le 25 août, les Européens décidèrent de déployer entre 5600 à 7000 soldats au sein de la FINUL. L'Italie fournira le plus gros contingent (2500 hommes) suivie par la France puis par l'Espagne (plus de 1000 hommes). La Belgique s'est engagée à hauteur de 300 soldats et la Pologne pour 250 hommes. La contribution des pays nordiques devrait atteindre 500 hommes. L'Allemagne a annoncé qu'elle participera à l'opération au Liban avec sa marine, de même que le Danemark. La Grèce a annoncé le concours d'un navire de guerre et de forces spéciales. La Grande-Bretagne n'enverra pas de soldats sur le terrain mais pourrait participer à la FINUL avec des unités spécialisées. Néanmoins, J.Chirac regrette que l'Europe ait été trop absente de cette crise et aurait

souhaité que J. Solana soit investi d'un mandat lui permettant d'agir au nom des 25 Etats membres. Le 31 août, K. Annan a annoncé le retrait de l'armée israélienne du Sud Liban à la suite du déploiement de 5 000 casques bleus et de 16 000 soldats libanais. Il souligne la nécessité de lever le blocus avant celui-ci afin de garantir des conditions optimales de sécurité. E. Olmert a exclu la levée du blocus avant la pleine application de la résolution 1701 qui « constitue un ensemble cohérent. Tout sera mis en oeuvre, y compris la levée de l'embargo, avec l'application exhaustive des différents articles ». La conférence des pays donateurs réunie à Stockholm le 31 août dernier a permis de réunir près de 940 millions de dollars de promesses de dons pour la reconstruction du Liban.

L'Iran et la Syrie, principaux appuis extérieurs du Hezbollah ?

Au lendemain de l'arrêt des combats, la Syrie et l'Iran ont salué « l'avènement d'un nouveau Moyen-Orient ». Le Hezbollah n'a jamais occulté sa filiation idéologique et son alliance avec l'Iran. Néanmoins, cette proximité risque de renforcer les suspicions d'une partie des Libanais quant à la priorité que le Hezbollah accorderait aux priorités de l'Iran par rapport à ceux du Liban. Par ailleurs, ce serait sous l'influence iranienne que le Hezbollah, après avoir accepté la résolution 1701, aurait décidé de s'opposer à son désarmement. Aux yeux des dirigeants iraniens, le Hezbollah libanais est le plus « gratifiant » que la République Islamique ait cherché à inspirer depuis son instauration en Iran. Aussi, ils ne pouvaient que se féliciter de sa victoire. Au lendemain de l'arrêt des combats, M. Ahmadinejad a annoncé « l'aube d'un nouveau Moyen-Orient débarrassé de la domination américaine et britannique ». Ainsi, les dirigeants iraniens ont récupéré à leur compte la résistance des combattants du Hezbollah, selon *Le Monde* du 10.08, « Tantôt pour menacer Israël du pire - un tir de missile Shahab-3 d'une portée de 2000 km qui atteindrait Tel Aviv si l'Etat juif était tenté de lancer une attaque contre République Islamique. Et tantôt pour annoncer l'aube d'un nouveau Moyen-Orient ». Le Président syrien Bachar El Assad a salué, dans l'un de ses discours attaquant violemment Israël et les Etats-Unis « la résistance nationale libanaise qui a brisé le mythe de l'armée invincible d'Israël » et a opposé l'émergence d'un nouveau Moyen-Orient au projet de Grand Moyen-Orient de l'Administration Bush. Aussi, il existe une concertation structurelle effective entre l'Iran et la Syrie. En effet, l'Iran ne peut rien acheminer en direction du Hezbollah sans l'accord de la Syrie. Et Inversement, la Syrie connaît les affinités entre le Hezbollah chiite et l'Iran. La Syrie entend démontrer qu'elle peut, au même titre que l'Iran, faire accepter au Hezbollah des formules de compromis. Par ailleurs, semble se dessiner progressivement une alliance russo-iranienne dans le conflit au Proche-Orient. En effet, la Russie a des intérêts économiques et stratégiques importants au Moyen-Orient, en particulier dans le domaine nucléaire. L'Iran compte sur la Russie, et dans une moindre mesure sur la Chine, pour éviter d'être condamné par le Conseil de Sécurité.